



## **La participation des jeunes fonctionnaires québécois aux enjeux de la vie collective**

**Mémoire présenté dans le cadre du colloque international**  
*Jeunes et dynamiques territoriales*

Thème et atelier :  
La participation aux enjeux de la vie collective  
*Engagement et représentations du monde*

Jeudi, 20 octobre 2005

Le Forum des jeunes de la fonction publique québécoise a été créé à l'automne 1997 afin de combler l'absence d'organismes s'adressant particulièrement aux jeunes travailleurs de l'État. Organisme sans but lucratif, le Forum regroupe des jeunes de 35 ans et moins à l'emploi de la fonction publique, et ce, peu importe leur statut ou leur catégorie d'emploi. À ce jour, il regroupe un peu plus de 2 000 membres, ce qui représente environ 20 % des fonctionnaires provinciaux âgés de 35 ans et moins<sup>1</sup>. La mission du Forum des jeunes de la fonction publique québécoise est de fournir aux jeunes employés de l'État un lieu commun d'échange et de réflexion sans aucune affiliation politique ou corporatiste. Elle comporte trois volets : l'intégration, la formation et la participation.

Ainsi, le Forum des jeunes est directement interpellé par la problématique autour de laquelle est organisé le colloque *Jeunes et dynamiques territoriales*. En effet, l'intégration à un réseau est essentielle pour les jeunes fonctionnaires québécois. De plus, les changements démographiques actuels affectent directement à la fois leur environnement de travail et leur façon de travailler.

Pour les fins de cette communication, nous avons consulté nos membres afin de mieux connaître ce qui caractérise la participation des jeunes fonctionnaires québécois aux enjeux de la vie collective. Grâce à une consultation électronique effectuée auprès de nos membres du 7 au 14 octobre, nous avons tenté de dresser le portrait de la participation des jeunes fonctionnaires québécois aux enjeux de la vie collective à partir des trois questions suivantes :

- Quelles formes d'action les jeunes employés de la fonction publique québécoise privilégient-ils ?
- Comment les jeunes employés de la fonction publique québécoise perçoivent-ils le monde ?
- Qu'est-ce qui motive et qu'est-ce qui décourage les jeunes fonctionnaires à s'engager dans leur milieu ?

Nos membres ont été avisés de la mise en ligne de la consultation par courriel, à deux reprises.

Lors de l'élaboration de son plan stratégique 2005-2008, le Forum des jeunes avait pondu sa propre définition du terme engagement : « L'engagement se manifeste par l'enthousiasme et la persévérance avec lesquels les membres du conseil d'administration, le personnel du Forum, le réseau des répondants et les membres participent à réalisation de la mission du Forum. Il se traduit aussi par

---

<sup>1</sup> Selon le document *L'effectif de la fonction publique du Québec 2002*, publié par le Secrétariat du Conseil du trésor, les jeunes de moins de 35 ans étaient au nombre de 10 333 en 2002. Source : [http://www.tresor.gouv.qc.ca/fr/publications/ress\\_humaine/effectif/rapp\\_02.pdf](http://www.tresor.gouv.qc.ca/fr/publications/ress_humaine/effectif/rapp_02.pdf), p. 69

leur soutien à la promotion de l'organisation afin d'en faire reconnaître l'importance.<sup>2</sup> » Cependant, pour les biens de cette recherche, nous nous sommes davantage basés sur la définition de l'engagement faite par l'Observatoire Jeunes et société : « s'engager, c'est-à-dire de donner d'eux-mêmes pour une cause qui transcende les buts visés dans la vie quotidienne<sup>3</sup> » ... « engagement, c'est-à-dire à l'implication de soi – don de temps, d'idées, de biens ou de services – pour une cause vouée à changer les choses.<sup>4</sup> »

### **Portrait des participants**

En tout, 228 personnes ont participé à la consultation du Forum des jeunes, qui fut accessible en ligne, sur le site Web du Forum, du 7 au 14 octobre 2005. Cela représente environ 10 % des membres du Forum des jeunes. La majorité, soit 45 % d'entre eux, occupent un poste permanent de professionnel. Les autres participants sont fonctionnaires permanents (18 %), professionnels occasionnels (12 %), professionnels temporaires (9 %) et fonctionnaires occasionnels (9 %). La majorité est à l'emploi de la fonction publique provinciale depuis moins de 5 ans (59 %). Majoritairement conjoints de fait (46 %) ou célibataires (31 %), 32 % des jeunes fonctionnaires provinciaux ont des enfants. La plupart possèdent un diplôme universitaire de premier cycle (42 %) ou de deuxième cycle (31 %).

### **Quelles formes d'action les jeunes employés de la fonction publique québécoise privilégient-ils ?**

#### *S'impliquer en tant que jeune fonctionnaire*

Par le poste qu'ils occupent, 75% des jeunes fonctionnaires provinciaux qui ont participé à la consultation ont l'impression de participer à la mission de la fonction publique québécoise, qui est de fournir au public les services de qualité auxquels il a droit, de mettre en œuvre les politiques établies par l'autorité et de s'assurer la réalisation des autres objectifs de l'État.

Certains jeunes fonctionnaires participent à la mission de la fonction publique québécoise de façon indirecte. En effet, leur travail leur permet par exemple de participer à l'amélioration de la qualité des

---

<sup>2</sup> Forum des jeunes de la fonction publique québécoise (2005), Plan stratégique 2005-2008, [En ligne] [http://www.forumjeunes.gouv.qc.ca/fichiers.pdf/Forum\\_Plan\\_Strategique\\_2005\\_2008.pdf](http://www.forumjeunes.gouv.qc.ca/fichiers.pdf/Forum_Plan_Strategique_2005_2008.pdf), p. 3

<sup>3</sup> Madeleine Gauthier, Pierre-Luc Gravel et Angèle-Anne Brouillette (2004), « Qu'est-ce qui pousse les jeunes à s'engager ? Les valeurs de jeunes militants d'aujourd'hui » dans *Les valeurs des jeunes*, Presses de l'Université du Québec, p. 150

services ou de contribuer à des projets intéressants. Certains jouissent d'une autonomie et d'une influence suffisante pour faire preuve de créativité, alors que d'autres ont l'occasion de mettre à jour leurs connaissances de façon régulière, ce qui leur permet de prendre des décisions éclairées. Les jeunes fonctionnaires consultés semblent également soucieux des services qui sont offerts aux personnes en région de même que de ceux qui seront offerts aux générations futures. Ils évitent également de dépenser inutilement les fonds publics.

Il est à noter toutefois que certains jeunes fonctionnaires établissent plus facilement un lien direct entre leur travail et la mission de la fonction publique. C'est le cas de ce jeune fonctionnaire qui affirme : « De par mes interventions auprès des entreprises, j'ai la nette impression de pouvoir influencer le développement socio-économique de ma région et même d'en assurer le dynamisme. » De façon générale, c'est le cas aussi des fonctionnaires qui sont en relation directe avec le citoyen. De même, certains jeunes fonctionnaires ont parfois l'occasion d'influencer les axes d'intervention de leur organisation ou de travailler à la mise en œuvre des politiques établies. Un participant qui travaille à l'Assemblée nationale affirme : « J'ai effectivement l'impression de sensibiliser les citoyens à l'importance de vivre en démocratie et de profiter des opportunités qui leur sont offertes pour exprimer leur opinion et s'engager. »

Cependant, le jeune fonctionnaire travaille généralement dans l'ombre et ne se voit pas toujours accorder une place suffisante. Certains aimeraient être associés à des dossiers plus importants ou avoir une plus grande influence. En effet, il est parfois difficile pour les jeunes fonctionnaires de voir les résultats concrets de leur travail. De plus, certains déplorent qu'il soit difficile de remettre en question les pratiques actuelles et de faire avancer les choses. Les choses évoluent lentement, dans une grosse organisation telle la fonction publique, et la patience nécessaire au changement manque parfois à l'appel. De même, tous les jeunes fonctionnaires ne partagent pas les valeurs de leurs supérieurs, ce qui mine leur sentiment d'appartenance à la fonction publique. Tous ne sont pas d'accord, non plus, avec les politiques établies.

Par ailleurs, le quotidien leur fait parfois perdre de vue la mission même de la fonction publique de même que ceux pour qui ils travaillent au bout du compte. Ainsi, à la base, la mission de la fonction publique québécoise n'est peut-être pas suffisamment connue, ni du grand public, ni des

---

<sup>4</sup> *Idem*, p. 151

fonctionnaires eux-mêmes. De plus, lorsque la mission de la fonction publique ou d'une organisation publique en particulier est connue, elle n'est pas toujours suffisamment précise. Il devient ainsi difficile de vérifier si elle est bel et bien respectée.

Quand il est question du rôle que les jeunes fonctionnaires ont l'impression de jouer, grâce à leur travail, dans le développement de leur milieu de vie ou de la société, seulement 8 % le considèrent comme très significatif et 38 % comme significatif. Pour ceux-ci, leur emploi leur permet d'être mieux au fait des enjeux sociaux et, conséquemment, de sensibiliser leur entourage. Il leur permet également d'influencer certaines décisions ou la vie de certains citoyens.

D'un autre côté, 40 % et 8 % des répondants considèrent leur rôle comme respectivement peu significatif et pas du tout significatif. Certains répondants croient, par exemple, que les actions décisives sont motivées soit par un groupe, soit par des personnes situées à un autre pallier plus élevé auquel ils n'ont pas accès actuellement. Dans le même ordre d'idées, certains déplorent le trop grand pouvoir des politiciens et des lobbyistes aux dépens des fonctionnaires, qui sont peu valorisés et reconnus, particulièrement les jeunes. D'autres jeunes fonctionnaires se sentent limités par la lourdeur de l'appareil de l'État, par la perception qu'a la population des travailleurs de l'État ou par la nature même de leur emploi. Sont citées également la frontière entre les valeurs véhiculées auprès du public et celles qui orientent véritablement les décisions, la priorité accordée aux travailleurs plus expérimentés et la sous-utilisation des habiletés et des connaissances des jeunes fonctionnaires.

Cependant, nous constatons que le caractère significatif ou pas d'un emploi est surtout une question de point de vue. En effet, certains jeunes fonctionnaires perçoivent mieux que d'autres l'impact de leur travail sur la société québécoise. Certains établissent plus facilement les liens nécessaires, alors que d'autres profitent de la grande transparence de leur supérieur, qui leur rappelle régulièrement les objectifs de l'organisation pour laquelle ils travaillent.

### *S'impliquer en tant que citoyen*

Quand il est question de l'engagement citoyen, les résultats sont moins marqués que ceux qui concernent l'engagement en tant que travailleur de l'État. En effet, alors que 46 % des jeunes fonctionnaires affirment être impliqués dans le développement de leur milieu de vie ou de la société québécoise à l'extérieur de leur travail, 49 % affirment ne pas l'être. Rappelons qu'un nombre plus

élevé de jeunes fonctionnaires, soit 75% d'entre eux, ont l'impression de participer à la mission de la fonction publique québécoise. Les principales causes auxquelles s'intéressent les jeunes fonctionnaires sont l'environnement (18 %), le développement personnel (14 %), la justice sociale (14 %). Ils sont en outre préoccupés par les sports et les loisirs (12 %), le développement économique (11 %), le développement communautaire (10 %), la solidarité internationale (7 %), le développement culturel (6 %) et le développement spirituel (3 %). Dans une moindre mesure, ils ont également à cœur le développement urbain, la famille, la santé de la population, l'éducation, la protection des animaux, l'intégration des immigrants, l'efficacité et la performance et la souveraineté du Québec. Leur engagement se situe d'abord au niveau local (49 % des répondants). Viennent ensuite les niveaux régional (19 %), provincial (12 %), national (3 %) et international (6 %).

Les préoccupations des jeunes fonctionnaires s'expliquent par leur volonté de contribuer :

- au bien-être et à l'épanouissement de la population locale et mondiale;
- à l'épanouissement des générations futures;
- à la liberté;
- à des relations harmonieuses;
- à la préservation du bien commun;
- au bon fonctionnement et le développement de la société;
- à une saine démocratie;
- à l'amélioration du milieu de vie et de la qualité de vie;
- à la mise sur pied de structures sociales, personnelles et spirituelles mieux adaptées;
- à une modification des valeurs sociales;
- à la sensibilisation de la population aux enjeux actuels.

Ils sont également préoccupés par la lutte aux inégalités, à l'exclusion et à la pauvreté. Ils souhaitent en outre évoluer professionnellement et s'épanouir personnellement. Fait intéressant, plusieurs participants soulignent l'interaction de plus en plus évidente entre plusieurs des éléments cités ci-haut.

Concernant le rôle que les jeunes fonctionnaires ont l'impression de jouer, en tant que citoyens, dans le développement de leur milieu de vie ou de la société québécoise, les résultats sont également peu marqués. Ainsi, 7 % considèrent leur rôle de citoyen comme très significatif et 32 % comme

significatif, 50 % comme peu significatif et 6 % comme pas du tout significatif. Rappelons qu'en tant qu'employé de l'État, les jeunes fonctionnaires sont un peu plus nombreux à considérer leur rôle au sein de la société québécoise comme significatif : en effet, 8 % le considèrent comme très significatif et 38 % comme significatif. Ces résultats nous permettent de constater que le travail des jeunes fonctionnaires leur donne davantage l'impression de contribuer au développement de la société que le rôle qu'ils jouent en tant que citoyen.

D'un côté, les personnes qui considèrent leur rôle comme très significatif ou significatif expliquent avoir un plus grand pouvoir sur leur environnement à l'extérieur de leur lieu de travail. Même si certains avouent avoir une influence minimale sur le monde, ils veillent à améliorer le quotidien des gens qui les entourent et, en ce sens, leur contribution leur semble significative. Ainsi, certains voient dans les petits gestes du quotidien un apport significatif. Par exemple, un participant affirme : « J'essaie de [transmettre] à mon gars le plus de connaissances possibles, car il est la relève de demain. » Un autre participant affirme : « Je ne fais pas grand-chose, mais si plusieurs personnes font comme moi (recycler, encourager le sport local, faire des dons), on peut changer des choses. »

Au contraire, certaines personnes qui, pourtant, agissent concrètement pour le développement de leur milieu, perçoivent leur contribution comme peu significative. En fait, les réponses des participants dépendent en grande partie de leur perception de ce qui est significatif ou pas. Alors que, pour l'un, « les petits gestes du quotidien sont plus significatifs que les grandes parades médiatiques que l'on oublie », un autre considère ses gestes comme « petits », sans suffisamment d'éclat pour être relevés par les médias. Un participant, par exemple, explique que, même s'il fait des dons régulièrement, ils ne sont pas suffisants pour changer les choses. Ainsi, certains jeunes fonctionnaires, même en tant que citoyens, se considèrent davantage comme une goutte d'eau dans l'océan que comme un engrenage nécessaire au bon fonctionnement de la société.

### *S'impliquer concrètement*

Les façons de s'impliquer des jeunes fonctionnaires sont nombreuses. Ils sont tour à tour bénévoles, participants à des débats d'idées ou à des conférences, commandants d'un corps de cadets, membres actifs d'organisations communautaires, militants au sein d'un parti politique, membres de conseils d'administration, présidents d'organisations, délégués syndicaux, etc. Ils s'impliquent également en partageant leurs opinions, en s'informant sur les grands enjeux sociaux, en sensibilisant leur

entourage, en soutenant des causes, en faisant de leur milieu de vie un endroit où il fait bon vivre, en participant à des campagnes de levée de fonds et en exerçant leurs droits de citoyens. Ils sont en outre impliqués dans les activités de leur quartier, de la commission scolaire que fréquentent leurs enfants, de leur milieu de travail, etc. Ainsi, 21 % des répondants disent faire des dons en argent, en biens ou en services, 14 % font du bénévolat, 12 % sont impliqués dans une association, 7 % s'impliquent dans des groupes d'entraide ou des organismes humanitaires et 4 % s'expriment sur la place publique, par le biais des médias notamment.

Certains voient dans les choix qu'ils font une forme d'implication : choix du quartier de vie, choix de consommation, choix de carrière, choix familiaux, etc. Ainsi, 30 % des répondants disent s'impliquer en modifiant leur quotidien, en recyclant par exemple. Le style de vie, la modification d'un comportement, la mise sur pied de nouveaux réseaux, le don de sang, la pratique d'un sport ou d'un loisir, l'éducation des enfants, la protection de l'environnement au quotidien sont également des types d'implication cités par certains répondants.

### **Comment les jeunes employés de la fonction publique québécoise perçoivent-ils le monde ?**

Une forte majorité des participants à la consultation, soit 84 % d'entre eux, considère comme prioritaire la famille et les amis. Loin derrière viennent l'engagement dans son milieu (4 %), le travail (2 %) et les études (2 %).

Questionnés sur les changements appréciables observés au sein de la société québécoise au cours des 30-40 dernières années, les participants soulèvent des éléments qui révèlent leur valeurs. Ainsi, plusieurs participants applaudissent le retour de la famille au cœur des préoccupations actuelles. Ils sont très nombreux à parler de l'émancipation de la femme. On souligne également l'épanouissement des Québécois et de leur culture, tant au niveau national qu'international, de même que la laïcisation des institutions.

Par rapport à l'engagement social, certaines prises de conscience sont notées. Ainsi, la protection de l'environnement est très souvent citée. Viennent ensuite l'ouverture sur le monde, la tolérance envers certains groupes, la justice sociale, les dégâts causés par le tabac, l'alcool au volant ou la malbouffe. On souligne également le développement de réseaux d'entraide et du système de santé.

Par rapport au travail et aux études, la place désormais accordée aux femmes dans les milieux de travail semble, encore une fois, particulièrement appréciée, de même que l'amélioration des conditions de travail, le développement technologique et l'explosion des choix de carrière. La prise en charge, par le Québec, de son développement économique, est également soulignée, tout comme un plus grand accès à l'éducation, à l'information et à la connaissance et la présence plus importante du français au Québec.

À l'opposé, certains changements observés au cours des 30-40 dernières années sont considérés comme plutôt déplorable. L'individualisme, notamment, est souvent cité, de même que la trop grande importance accordée au matérialisme, à la productivité et à la performance. On déplore aussi la perte de valeurs morales ou religieuses, la dénatalité et ses conséquences, dont la dépression démographique, l'éclatement des familles, l'inactivité physique et le surpoids. On déplore en outre la dégradation de l'environnement et les changements climatiques, l'augmentation de la dette publique et des impôts. L'omniprésence des médias, la montée en force de groupes d'intérêts et le pouvoir à outrance des syndicats sont finalement soulignés.

Malgré cela, il est rassurant de constater que la majorité des participants à la consultation sont plutôt optimistes face à l'avenir. En effet, c'est le cas de 61 % d'entre eux, alors que 33 % des répondants se disent plutôt pessimistes. Toutefois, la plupart de ceux qui se disent optimistes face à l'avenir le sont avant tout compte tenu de leur avenir personnel. Quand il est question de la société, le pessimisme est plus important qu'il n'y paraît à première vue. Un participant, par exemple, affirme : « Je ne crois pas à l'amélioration de la société, mais je crois en mes capacités de bien m'en sortir en tant qu'individu. » On croit également en la capacité de la relève de faire face aux difficultés à venir.

### **Qu'est-ce qui motive et qu'est-ce qui décourage les jeunes fonctionnaires à s'engager dans leur milieu ?**

Ainsi, si les jeunes fonctionnaires provinciaux s'impliquent socialement, c'est en portant un œil sur la société, et un œil sur leur vie personnelle. En effet, alors que 34 % d'entre eux s'impliquent pour changer les choses, 30 % s'impliquent dans un but de satisfaction et de fierté personnelles. Dans une moindre mesure, 12 % s'impliquent pour acquérir de l'expérience, 9 % pour s'ouvrir à de nouveaux milieux, 2 % pour obtenir la reconnaissance sociale et 1 % pour élargir son cercle social. Malgré tout, les valeurs sur lesquelles se base l'engagement des jeunes fonctionnaires rejoignent des réponses données plus tôt. Ainsi, le partage (31 %) et la solidarité (29 %) arrivent bons premiers et rappellent

que la famille et les amis sont une priorité pour nombre de jeunes fonctionnaires. Loin derrière viennent la liberté (11 %) et la fraternité (7 %).

Travailler pour la fonction publique ne semble pas être d'une influence significative sur l'engagement des jeunes fonctionnaires. En effet, 53 % des répondants disent avoir été engagés dans leur milieu avant d'être à l'emploi de la fonction publique, contre 39 % qui ne l'étaient pas. De même, pour la majorité, soit 68 % des participants, travailler dans la fonction publique n'a pas influencé les causes qui lui tiennent à cœur, contre 24 %. Plusieurs affirment que c'est plutôt le fait de passer du monde scolaire au marché du travail qui a modifié leur façon de voir. Ainsi, pour plusieurs participants, la famille est devenue prioritaire, et ils sont davantage préoccupés par tout ce qui touche l'éducation des enfants et la conciliation travail-famille. Tout de même, la fonction publique a une certaine influence sur certains de ses jeunes employés qui se sont ouverts à de nouvelles problématiques : la justice sociale est ainsi fréquemment citée.

Deux raisons principales motivent les jeunes fonctionnaires à occuper un emploi au sein de la fonction publique plutôt que dans un autre secteur : tout ce qui a trait aux conditions de travail, à la sécurité d'emploi et à la conciliation travail-famille est souvent cité d'une part, et d'autre part, le fait de travailler pour la collectivité et de servir le public est également mentionné.

Enfin, la principale raison qui empêche les jeunes fonctionnaires de s'engager au développement de leur milieu de vie ou de la société québécoise est le manque de temps (44 % des répondants). Viennent ensuite la peur de l'engrenage, d'un engagement envahissant au détriment de la vie personnelle (18 %), le manque d'information (9 %), la peur de ne pas être pris au sérieux ou de manquer de reconnaissance (7 %), puis l'angoisse quant aux capacités et compétences personnelles (4 %) et une mauvaise expérience vécue par le passé (4 %).

## **Conclusion**

Ce qui ressort des résultats du sondage, c'est que, si le fait de travailler dans la fonction publique québécoise n'a que peu d'impact sur le niveau ou le type d'engagement des jeunes, cela change à tout le moins les perceptions. En effet, les jeunes ont davantage l'impression de participer au développement de la société québécoise lorsqu'ils considèrent leur statut d'employé de l'État. La façon dont ils perçoivent le monde, de même que la place qu'ils y occupent, est ainsi peut-être un

peu modifiée par un emploi au sein de la fonction publique, comme si un tel travail permettait aux personnes de mieux se situer au sein de la société québécoise.

Dans certains cas, la fonction publique semble influencer les intérêts des jeunes, mais on peut se demander si cela est particulier à la fonction publique ou si c'est plutôt le fait de passer du monde scolaire au marché du travail qui a un impact sur les intérêts des jeunes fonctionnaires.

Si une telle recherche nous permet difficilement de généraliser nos résultats à l'ensemble des jeunes fonctionnaires provinciaux, ils ont à tout le moins le mérite de soulever certaines questions. Par exemple, est-ce que le portrait dressé s'applique seulement aux jeunes fonctionnaires provinciaux ? Représente-t-il également les jeunes québécois en général ? Au contraire, dans la mesure où la majorité des jeunes fonctionnaires se trouvent dans la région de Québec, représente-t-il essentiellement les jeunes de la région de Québec ? Ainsi, cette consultation est une motivation pour le Forum des jeunes à en savoir encore plus !